



2014

Rapport financier semestriel



Ce rapport constitue de l'information régulée, comme définie par le décret royal du 14 novembre 2007

Table des matières

1	<i>bpost en un coup d'œil</i>	4
2	<i>Résumé</i>	5
3	<i>Faits importants du deuxième trimestre 2014</i>	6
4	<i>Modifications dans la Gouvernance</i>	7
5	<i>Commentaires sur les Etats Financiers</i>	8
5.1	Compte de résultats consolidés	8
5.2	Bilan consolidé intermédiaire	14
5.3	Flux de trésorerie consolidé intermédiaire	17
5.4	Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés	19
5.5	Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges	21
6	<i>Perspectives</i>	23
7	<i>Compte de résultats intermédiaire consolidé</i>	25
8	<i>Etat de résultat global intermédiaire consolidé</i>	26
9	<i>Bilan intermédiaire consolidé</i>	27
10	<i>Mouvements intermédiaires consolidés des capitaux propres</i>	28
11	<i>Flux de trésorerie intermédiaire consolidé</i>	29
12	<i>Notes aux Etats Financiers Consolidés Intermédiaires</i>	30
12.1	Informations générales	30
12.2	Base de préparation des états financiers	30
12.3	Saisonnalité des activités	32
12.4	Résumé des principales normes comptables	33
12.5	Regroupements d'entreprises	33
12.6	Information sectorielle	33
12.7	Chiffre d'affaires	35
12.8	Autres produits d'exploitation	35
12.9	Actifs et passifs éventuels	35

12.10	Événements survenus après la clôture de l'exercice	36
13	<i>Déclaration des représentants légaux</i>	37
14	<i>Rapport du Collège des Commissaires-Réviseurs d'Entreprises</i>	38

1 bpost en un coup d'œil

NORMALISE	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	EVOLUTION %	2014	2013	EVOLUTION %
En millions EUR						
Total des produits d'exploitation ⁽¹⁾	1.240,2	1.221,1	1,6%	613,5	603,0	1,7%
Résultat d'exploitation (EBIT) ⁽²⁾	294,4	267,8	9,9%	142,3	128,9	10,5%
Bénéfice de la période (EAT) ⁽³⁾	192,1	166,9	15,1%	93,2	82,1	13,5%
Flux de trésorerie opérationnel ⁽⁴⁾	363,6	238,9	52,2%	(4,0)	(19,2)	-79,3%

PUBLIE	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	EVOLUTION %	2014	2013	EVOLUTION %
En millions EUR						
Total des produits d'exploitation	1.240,2	1.235,7	0,4%	613,5	603,0	1,7%
Résultat d'exploitation (EBIT)	294,4	282,4	4,3%	142,3	128,9	10,5%
Bénéfice de la période	192,1	181,5	5,8%	93,2	82,1	13,5%
bpost SA bénéfice net non consolidé selon les GAAP belges	171,5	130,7	31,2%	84,2	60,5	39,0%
Flux de trésorerie opérationnel ⁽⁵⁾	363,4	115,8	213,8%	(4,0)	(53,4)	-92,5%
Dette nette / (trésorerie nette) ⁽⁶⁾	(684,3)	(537,9)	27,2%	(684,3)	(537,9)	27,2%
Bénéfice par action ⁽⁷⁾ , en EUR	0,95	0,90	5,6%	0,46	0,41	12,2%
Nombre de FTE et interims (moyenne)	25.201	26.220	-3,9%	25.259	26.259	-3,8%

⁽¹⁾ Le total des produits d'exploitation normalisé représente le total des produits d'exploitation excluant l'impact des éléments non – récurrents et n'est pas audité.

⁽²⁾ L'EBIT normalisé représente le résultat des activités d'exploitation excluant l'impact des éléments non – récurrents et n'est pas audité.

⁽³⁾ Le bénéfice de la période normalisé représente le bénéfice de la période excluant les éléments non-récurrents et n'est pas audité.

⁽⁴⁾ Le flux de trésorerie opérationnel normalisé pour la période représente le flux de trésorerie opérationnel pour la période excluant l'impact des éléments non – récurrents et n'est pas audité.

⁽⁵⁾ Le flux de trésorerie opérationnel représente la trésorerie nette des activités opérationnelles réduites de la trésorerie utilisée dans les activités d'investissement.

⁽⁶⁾ La dette nette / (trésorerie nette) représente les prêts avec ou sans intérêts moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

⁽⁷⁾ Le bénéfice par action est calculé sur base du nombre d'actions après le fractionnement des actions qui a été approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2013 et correspond à 200.000.944 actions.

Pour plus de détails sur la réconciliation des chiffres clés normalisés et publiés, nous renvoyons vers la section « Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés » de ce document.

2 Résumé

- **Le total des produits d'exploitation (revenus)** s'est établi à 613,5 millions EUR pour le trimestre, une légère hausse de 8,1 millions EUR sur une base organique. Cela représente une croissance organique de 1,2% au premier semestre par rapport à l'an dernier.
- Le **volume de Domestic Mail** a enregistré une baisse de -3,6% sur une base nominale, c'est-à-dire en tenant compte de l'impact positif des élections sur le volume. Sur une base sous-jacente (c'est-à-dire en excluant l'impact positif des élections), une baisse de -5,1% a été enregistrée au cours du trimestre, ce qui montre une aggravation des tendances observées au niveau du Transactional Mail au premier trimestre. Cela correspond à une **diminution de -4,9% depuis le début de l'année.**
- La croissance des **Parcels s'est élevée à 9,1 millions EUR sur une base organique**, affichant une croissance sous-jacente des volumes de Domestic Parcels de 4,7 %. Les International Parcels ont poursuivi leur forte croissance bien qu'elle soit légèrement inférieure à celle du premier trimestre 2014 essentiellement en raison du **ralentissement de la croissance des envois vers la Chine.**
- **Les autres sources de revenus** ont enregistré de belles performances, affichant une **croissance organique de 5,0 millions EUR** pour le trimestre.
- **Les coûts ont continué à être maîtrisés avec une décroissance organique de 3,6 millions EUR pour le trimestre et même de 11,3 millions EUR, en excluant les frais de transport.** Les effets opposés de la réduction de 1.061 ETP par rapport au même trimestre l'an dernier et des augmentations salariales convenues dans la convention collective de travail se sont traduits par une baisse de 4,5 millions EUR en frais de personnel et d'intérim au cours du trimestre. Les frais de transport ont augmenté de 7,7 millions EUR, principalement en raison de la croissance de nos activités internationales.
- **La marge EBITDA pour le trimestre progresse à 26,7%** (+1,5 point de pourcentage par rapport au même trimestre l'an dernier), pour atteindre 163,6 millions EUR. Pour le premier semestre de l'année, l'EBITDA s'est élevé à 336,6 millions EUR (+25,2 millions EUR par rapport au premier semestre 2013).
- Pour l'ensemble de l'année 2014, nous nous attendons à enregistrer des **revenus comparables à ceux de l'année dernière. Les résultats opérationnels pour le second semestre** de l'année devraient être **en ligne avec ceux de l'an dernier. La baisse du volume de Domestic Mail** pourrait atteindre **jusqu'à -5,5%** pour l'année et la **croissance des Domestic Parcels** devrait **au minimum être comparable** à l'évolution observée au premier semestre.

3 Faits importants du deuxième trimestre 2014

La direction de bpost et les partenaires sociaux sont parvenus, en Commission paritaire, à un accord unanime concernant la nouvelle Convention Collective de Travail (CCT) pour 2014-2015.

Comme ce fut le cas pour la précédente CCT, des accords ont été conclus concernant le paiement éventuel d'un bonus non récurrent lié aux résultats de 2014 et 2015. Une série de mesures sont en outre prévues afin d'améliorer le régime des agents auxiliaires, plus particulièrement en matière de chèques-repas et d'allocation de fin d'année. Les résultats du second trimestre sont impactés par cette nouvelle CCT.

4 Modifications dans la Gouvernance

Suite à la nomination de Koen Van Gerven en tant que nouveau CEO de bpost, sa position précédente en tant que Directeur Mail and Retail Solutions et membre du Comité de Direction de bpost est devenue vacante.

Sur recommandation unanime du Comité de Rémunération et de Nomination, le Conseil d'Administration a décidé de nommer Marc Huybrechts en tant que Directeur Mail and Retail Solutions et membre du Comité de Direction de bpost. Il entrera en fonction le 1er septembre 2014.

Peter Somers, membre du Group Executive Management et responsable de l'entité opérationnelle Parcels & International, a quitté bpost le 31 juillet 2014. Kurt Pierloot, responsable de Mail Service Operations, dirigera temporairement les activités internationales. La division des paquets rendra directement rapport au CEO.

5 Commentaires sur les Etats Financiers

5.1 Compte de résultats consolidés

Le tableau ci-dessous présente les résultats financiers de bpost pour le premier semestre et le deuxième trimestre de 2014 et 2013 :

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	EVOLUTION %	2014	2013	EVOLUTION %
Chiffre d'affaires	1.231,7	1.214,1	1,5%	609,2	600,4	1,5%
Autres produits d'exploitation	8,5	21,6	-60,6%	4,2	2,5	66,4%
Total des produits d'exploitation	1.240,2	1.235,7	0,4%	613,5	603,0	1,7%
Approvisionnements et marchandises	(15,1)	(15,3)	-1,2%	(7,1)	(7,5)	-5,8%
Services et biens divers	(292,4)	(291,4)	0,3%	(146,4)	(141,7)	3,3%
Charges de personnel	(595,3)	(606,8)	-1,9%	(294,3)	(300,4)	-2,0%
Autres charges d'exploitation	(0,8)	3,9	-120,8%	(2,1)	(1,7)	24,6%
Dépréciation - Amortissements	(42,2)	(43,6)	-3,3%	(21,2)	(22,9)	-7,2%
Total des charges d'exploitation	(945,8)	(953,3)	-0,8%	(471,1)	(474,1)	-0,6%
Résultat d'exploitation (EBIT)	294,4	282,4	4,3%	142,3	128,9	10,5%
Revenus financiers	2,1	1,2	73,5%	0,9	0,4	123,6%
Charges financières	(13,7)	(5,0)	174,7%	(10,4)	(2,6)	308,0%
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	6,3	12,2	-48,3%	2,7	9,7	-72,2%
Résultat avant impôt	289,0	290,7	-0,6%	135,5	136,4	-0,7%
Impôts sur le résultat	(97,0)	(109,3)	-11,3%	(42,3)	(54,3)	-22,0%
Résultat de la période	192,1	181,5	5,8%	93,2	82,1	13,5%

Total des produits d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente une ventilation du total des produits d'exploitation de bpost par produit pour les six premiers mois de l'année et pour le deuxième trimestre de 2014 et 2013 :

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	EVOLUTION %	2014	2013	EVOLUTION %
Domestic Mail	771,9	788,6	-2,1%	385,1	393,5	-2,1%
Transactional Mail	474,7	489,2	-3,0%	235,8	244,9	-3,7%
Advertising Mail	141,6	141,5	0,1%	71,4	70,1	1,9%
Press	155,6	157,9	-1,5%	77,9	78,6	-0,9%
Parcels	144,2	115,6	24,7%	70,8	59,7	18,6%
Sources additionnelles de revenus et réseau	306,0	314,0	-2,5%	151,3	146,7	3,1%
Value-added services	48,7	42,9	13,5%	24,1	20,6	17,0%
International Mail	99,9	98,7	1,2%	49,6	46,6	6,4%
Banking and Financial products	104,4	104,6	-0,2%	52,0	52,6	-1,1%

Other	53,1	67,8	-21,7%	25,6	27,0	-5,2%
Corporate (catégorie de réconciliation)	18,1	17,4	4,0%	6,3	3,1	103,2%
Total	1.240,2	1.235,7	0,4%	613,5	603,0	1,7%

Le total des produits d'exploitation a augmenté de 10,5 millions EUR, soit 1,7%, pour atteindre 613,5 millions EUR au second trimestre de 2014, contre 603,0 millions EUR pour la même période de 2013.

Les changements de périmètre découlant de l'intégration des sociétés nouvellement acquises Ecom, Starbase, Gout International et BEurope Consultancy ont contribué à une hausse des produits d'exploitation de 2,4 millions EUR au second trimestre de 2014.

Si l'on exclut ces éléments, le total des produits d'exploitation (revenus) a enregistré une croissance organique de 8,1 millions EUR, stimulée par la très bonne performance de Parcels et les bons résultats d'International Mail et des Value Added Services, qui ont compensé la baisse du volume du Domestic Mail.

Les revenus du **Domestic Mail** ont diminué de 8,4 millions EUR, soit 2,1 %, pour atteindre 385,1 millions EUR au second trimestre de 2014, contre 393,5 millions EUR pour la même période de 2013. Les élections ont eu un impact positif de 4,6 millions EUR au second trimestre de 2014, ce qui se traduit chez Transactional Mail et Advertising Mail par une hausse respectivement de 0,7 million EUR et 3,9 millions EUR. L'évolution organique est principalement stimulée par la baisse de volumes de 5,1 %, soit 17,8 millions EUR, partiellement compensée par la nette amélioration des prix et du mix de produits pour un montant de 4,8 millions EUR. L'augmentation des prix de ce trimestre est impactée négativement par des promotions et le mix de produits, étant donné que les clients optent pour des produits meilleur marché ou réduisent le poids de leurs envois afin de réduire les coûts. La détérioration du Transactional Mail se poursuit, certains clients cherchant à réduire leur utilisation du courrier en passant par de grands expéditeurs qui appliquent des mesures plus agressives. L'Advertising Mail est resté en ligne avec le marché, avec une évolution de volumes sous-jacente de -3,6%.

L'activité **Parcels** a maintenu ses bonnes performances, voyant ses recettes augmenter de 11,1 millions EUR, soit 18,6 %. L'intégration de nouvelles sociétés dans le périmètre du groupe a contribué à cette augmentation à hauteur de 2,0 millions EUR. La croissance organique (9,1 millions EUR) est stimulée par :

- la bonne performance d'International Parcels (contribution de 7,7 millions EUR à l'augmentation), due à la hausse des volumes de paquets générés à partir des États-Unis (4,1 millions EUR). Le solde de la croissance a principalement été généré par les activités paquets en provenance (2,2 millions EUR, surtout des cybermarchands exportant vers l'Europe) et à destination (0,9 million EUR, principalement du lait en poudre) de la Chine.
- Une croissance sous-jacente de 4,7% des volumes de Domestic Parcels. Un léger ralentissement de la croissance a été enregistré en raison de la baisse du marché C2C et des sociétés de vente par correspondance, combiné à un léger ralentissement de croissance de volumes chez nos clients. La croissance de volumes publiée pour les Domestic Parcels se chiffre à 6,0%, alors que le volume sous-jacent a subi l'impact de l'extourne des effets de phasing dans la comptabilisation des revenus entre les premier et second trimestres 2013. Parallèlement à cela, un effet prix / mix de 0,6% a été observé.
- Augmentation légèrement compensée par une diminution des activités Special Logistics (1,0 million EUR) en conséquence de l'interruption des activités de distribution et d'entreposage.

Le total des produits d'exploitation des **sources additionnelles de revenus et du réseau Retail** a augmenté de 4,6 millions EUR, soit 3,1%. À l'exclusion de l'impact des changements de périmètre et d'un transfert d'un autre portefeuille de produits, les revenus ont augmenté de 5,0 millions EUR. Malgré les plus faibles règlements favorables des frais terminaux d'années précédentes avec des opérateurs étrangers (2,0 millions EUR), les revenus attribuables à International Mail ont enregistré une croissance de 3,1 millions EUR. Cette croissance inclut l'impact des élections qui se chiffre à 0,4 million EUR. Les Value-added services ont enregistré une croissance organique de 2,3 millions EUR grâce aux activités de plaques d'immatriculation européennes, certificats d'immatriculation, impression numérique de magazines et SEPA.

Le total des produits d'exploitation attribuable à **Corporate** a augmenté de 3,2 millions EUR pour atteindre 6,3 millions EUR au second trimestre de 2014. Cette croissance s'explique principalement

par la vente de bâtiments associée au « revenue recognition » et à un transfert l'an dernier vers les sources additionnelles de revenus liés aux services douaniers.

Pour les **six premiers mois de 2014**, le total des produits d'exploitation s'est établi à 1.240,2 millions EUR, soit une hausse de 4,5 millions EUR. Sans tenir compte des bénéfices réalisés suite à la cession de certaines activités de Certipost qui a généré des revenus non récurrents s'élevant à 14,6 millions EUR au premier trimestre de 2013 et des changements de périmètre (4,5 millions EUR), le total des produits d'exploitation a augmenté de 14,6 millions EUR. La croissance organique des revenus des Parcels (24,9 millions EUR) et les revenus organiques des Value-added services (4,6 millions EUR) ont largement compensé les pertes de revenus associées au Domestic Mail.

Charges d'exploitation

Au second trimestre de 2014, les dépenses d'exploitation, qui englobent les dépréciations et amortissements, ont globalement diminué de 3,0 millions EUR, passant de 474,1 millions EUR en 2013 à 471,1 millions EUR en 2014, soit une baisse de 0,6 %. Si l'on exclut les changements de périmètre (augmentation nette des coûts de 2,3 millions EUR en raison de l'acquisition de 4 nouvelles filiales), les dépenses d'exploitation ont reculé de 5,3 millions EUR, soit 1,1% par rapport à la même période l'an dernier. Cette baisse s'explique principalement par une réduction de 4,5 millions EUR des charges de personnel et des frais d'intérims ainsi que par une diminution de 1,7 million EUR des charges de dépréciations et d'amortissements. Cet impact est partiellement compensé par une augmentation des autres charges d'exploitation (0,4 million EUR) et des services et biens divers (frais d'intérims exclus) de 1,3 million EUR.

Au premier semestre de 2014, les dépenses d'exploitation, qui englobent les dépréciations, amortissements et réductions de valeur se sont élevées à 945,8 millions EUR (contre 953,3 millions EUR en 2013), ce qui représente une diminution de 7,5 millions EUR ou 0,8% par rapport à l'année dernière. Si l'on exclut les changements de périmètre (augmentation nette des coûts de 4,4 millions EUR en raison de l'acquisition de 4 nouvelles filiales), les dépenses d'exploitation ont diminué de 11,9 millions EUR ou 1,2%. Cette diminution se reflète surtout dans les charges de personnel et frais d'intérims (12,8 millions EUR), ainsi que dans les services et biens divers (1,6 million EUR, frais d'intérims exclus), partiellement compensée par les autres charges d'exploitation (4,6 millions EUR). Les charges de dépréciations et d'amortissements sous-jacentes ont diminué de 1,5 million EUR.

Coûts d'approvisionnement et de marchandises

Les coûts d'approvisionnement et marchandises, qui comprennent le coût des matières premières, des consommables et des biens destinés à la vente, ont diminué de 0,2 million EUR, soit 1,2%, s'établissant à 15,1 millions EUR **pour le premier semestre de 2014**. **Au second trimestre**, les coûts des approvisionnements et marchandises ont diminué de 0,4 million EUR, soit une baisse de 5,8 % par rapport à la même période de 2013.

Services et biens divers

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des coûts des services et biens divers pour les six mois de l'année et pour le deuxième trimestre de 2014 et 2013 :

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	EVOLUTION %	2014	2013	EVOLUTION %
Loyers et charges locatives	34,3	34,3	0,0%	17,2	17,3	-0,7%
Entretien et réparation	36,0	34,4	4,6%	17,9	16,8	6,6%
Fournitures d'énergie	19,2	21,1	-9,0%	9,0	9,8	-8,2%
Autres biens	9,6	9,6	0,5%	4,6	4,7	-2,1%
Frais postaux et de télécommunication	2,7	3,3	-17,3%	1,1	1,6	-31,2%
Frais d'assurance	6,4	7,7	-16,9%	3,0	3,8	-20,2%
Frais de transport	99,0	83,4	18,7%	48,4	39,6	22,2%
Publicité et annonces	6,4	9,5	-32,8%	3,1	4,9	-35,9%

Consultance	5,2	8,4	-38,2%	3,4	4,1	-16,0%
Intérim	15,0	15,5	-2,9%	9,3	7,3	27,0%
Frais de rémunération de tiers	49,3	55,6	-11,3%	24,5	27,2	-10,1%
Autres services	9,2	8,5	7,5%	4,9	4,5	7,2%
Total	292,4	291,4	0,3%	146,4	141,7	3,3%

Au second trimestre de 2014, les services et biens divers, hors frais d'intérim¹, ont augmenté de 2,7 millions EUR, passant de 134,4 millions EUR à 137,1 millions EUR, soit une hausse de 2 %. Hors incidence des changements de périmètre (1,5 million EUR, essentiellement des frais de transport dus à l'acquisition de 4 nouvelles filiales), les coûts des biens et services hors intérim ont augmenté de 1,3 million EUR.

Les charges d'entretien et de réparation ont augmenté de 1,1 million EUR (6,6%) au second trimestre. Cet effet est causé par la hausse des frais d'entretien des véhicules en raison de l'augmentation de l'âge moyen des camionnettes. Ces impacts négatifs ont été partiellement compensés par une baisse des coûts relatifs aux bâtiments.

Les coûts de fourniture d'énergie affichent une évolution positive en reculant de 0,9 million EUR au second trimestre de 2014 par rapport à la même période de 2013. Cette amélioration s'explique principalement par l'évolution positive des prix du carburant.

Les **frais de transport** au second trimestre de 2014 ont atteint 48,4 millions EUR, soit une augmentation de 22,2% (8,8 millions EUR) par rapport à la même période de 2013. Cette augmentation résulte d'une hausse des activités internationales, de la consolidation des filiales nouvellement acquises pour 1,0 million EUR et des règlements moins favorables au second trimestre de 2014 de frais terminaux d'années précédentes, à hauteur de 1,2 million EUR par rapport au second trimestre de 2013.

Les frais de publicité et d'annonce sont passés de 4,9 millions EUR à 3,1 millions EUR (diminution de 1,8 million EUR) au second trimestre de 2014.

Les programmes de surveillance des coûts ont entraîné une baisse des **frais de consultance** de 0,7 million EUR, passant de 4,1 au second trimestre de 2013 à 3,4 millions EUR à la même période en 2014.

Les frais de rémunération de tiers ont diminué de 2,8 millions EUR, soit 10%, au second trimestre de 2014, comparés à la même période de 2013. Cette diminution est liée à une utilisation réduite d'experts IT externes qui développent et implémentent des applications logicielles.

Au premier semestre de 2014, les services et biens divers (hors frais d'intérim) ont légèrement augmenté de 1,4 million EUR, passant de 276,0 millions EUR à 277,4 millions EUR, soit une hausse de 0,5 %. Hors incidence de l'impact des changements de périmètre (3,0 millions EUR, essentiellement des frais de transport dus à l'acquisition de 4 nouvelles filiales), les coûts des services et biens divers ont diminué de 1,6 million EUR.

Au cours du premier semestre de 2014, toutes les catégories de coûts ont évolué dans la même direction qu'au second trimestre, et ce, pour des raisons identiques.

Charges de personnel et intérimaires

Au **second trimestre** de 2014, les charges de personnel et les frais d'intérim se sont établis à 303,6 millions EUR, une baisse nette de 4,1 millions EUR (les charges de personnel ont baissé de 6,0 millions EUR et les frais d'intérim ont augmenté de 2,0 millions EUR), soit une diminution de 1,3% par rapport à la même période de 2013. Cette diminution est principalement due à une diminution nette du personnel propre et des intérimaires de 1.000 ETP.

Les changements de périmètre sont liés à la consolidation des filiales nouvellement acquises en 2014 et ont un impact de 0,5 million EUR au second trimestre 2014, ce qui représente 52 ETP et 9

¹ Les dépenses occasionnées par le recours aux intérimaires sont analysées avec les charges de personnel, étant donné qu'elles constituent un meilleur indicateur de performance de l'utilisation du capital humain. Dans certains cas de départs naturels, le personnel est remplacé par des intérimaires afin d'anticiper des réorganisations et des programmes d'amélioration de la productivité.

intérimaires. Hors impact des changements de périmètre, les charges de personnel ont subi une réduction sous-jacente de 4,5 millions EUR, soit une baisse de 1,5% au second trimestre et une diminution nette du personnel propre et d'intérimaires de 1.061 ETP.

La diminution des charges de personnel et frais d'intérim comparé à l'année dernière, avant le changement de périmètre, résulte en premier lieu de la réduction des effectifs moyens (ETP et intérimaires) de 1.061 ETP, par rapport au second trimestre de 2013, générant une économie de 12,7 millions EUR. La diminution de 1.184 ETP en personnel propre enregistrée ce trimestre est partiellement compensée par une augmentation de 123 ETP d'intérimaires. La majorité des entités ont contribué à la réduction des effectifs. Les réorganisations et les programmes liés à la productivité au sein des activités de la chaîne de valeur postale (distribution, transport, collecte), et dans les bureaux de poste, se sont poursuivis en même temps que l'optimisation des activités de support fournies par ICT, les Ressources humaines, Cleaning et Facility Management.

Le recrutement de nouveaux agents auxiliaires aux salaires moins élevés a produit au second trimestre un effet mix positif de 0,8 million EUR. Cela est compensé par un recours nettement plus important aux intérimaires (1,0 million EUR).

Ces effets positifs ont partiellement été compensés par, d'une part, un effet prix de 5,0 millions EUR, principalement dû aux augmentations liés au mérite, promotions et légères augmentations des autres primes et à l'impact de la nouvelle CCT (2,3 millions EUR) et, d'autre part, par des charges plus élevées pour la participation aux bénéfices de 5% (1,3 million EUR), en raison des résultats plus élevés.

Au premier semestre de 2014, les charges de personnel et d'intérim ont diminué de 12,0 millions EUR, soit 1,9%, passant de 622,3 millions EUR pour le premier semestre de 2013 à 610,3 millions EUR. Les changements de périmètre ont eu un impact de 0,9 million EUR. Hors incidence des changements de périmètre, les charges de personnel ont subi une réduction sous-jacente de 12,8 millions EUR, soit 2,1%.

Les économies pour le premier semestre de 2014, avant le changement de périmètre, sont essentiellement liées à la réduction des effectifs moyens (ETP et intérimaires) de 1.070 ETP et par un effet mix positif résultant du recrutement d'agents auxiliaires, effet compensé en partie par un impact prix négatif et par des provisions plus élevées pour la participation aux bénéfices de 5%.

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 0,4 million EUR au **second trimestre**. L'évolution positive des provisions (2,3 millions EUR) est compensée par des augmentations de taxes et précomptes immobiliers (1,5 million EUR) ainsi que des provisions pour créances douteuses plus importantes (1,1 million EUR).

Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 4,7 millions EUR au **premier semestre 2014**. Cette évolution s'explique essentiellement par une plus faible augmentation de la TVA récupérable (3,0 millions EUR). Le pourcentage de TVA récupérable a augmenté pour passer de 11% à 13% en 2014, tandis qu'il avait augmenté de 5% à 11% en 2013. En outre, l'évolution positive des provisions (0,7 million EUR) est compensée par une hausse des taxes locales et précomptes immobiliers (2,9 millions EUR).

Dépréciations and amortissements

Les dépréciations et amortissements ont diminué respectivement de 1,7 million EUR et 1,4 million EUR au second trimestre et au premier semestre de 2014.

Résultat d'exploitation (EBIT)

Le résultat d'exploitation (EBIT) a augmenté sensiblement de 13,5 millions EUR, soit 10,5%, passant de 128,9 millions EUR au **second trimestre** de 2013 à 142,3 millions pour la période correspondante de 2014. Cette hausse est principalement liée à la croissance des revenus tant des paquets, que des autres sources de revenus, tout en poursuivant une réduction continue des coûts. Ces éléments ont largement compensé la baisse des volumes sous-jacente de 5,1% du Domestic Mail.

Hors postes non récurrents, à savoir le bénéfice réalisé sur la cession de certaines activités de Certipost (14,6 millions EUR) en 2013, ces mêmes éléments sont les principaux facteurs expliquant l'amélioration de l'EBIT de 26,6 millions EUR **au premier semestre de 2014**, par rapport au premier semestre de 2013, soit 9,9 % de plus que l'année dernière.

Coûts financiers nets

Le total des charges financières nettes pour le **second trimestre** a augmenté de 7,3 millions EUR pour atteindre un négatif de 9,5 millions EUR. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation des charges financières relatives à IAS 19, suite à la diminution des taux d'actualisation.

Au premier semestre de 2014, les charges financières nettes ont augmenté de 7,8 millions EUR pour atteindre un négatif de 11,6 millions EUR. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des charges financières liées aux avantages du personnel IAS 19, à la suite de la diminution des taux d'actualisation, partiellement compensée par une hausse des revenus financiers (impact de 0,9 million EUR).

Quote-part dans le résultat des entreprises associées

Les quotes-parts dans le résultat des entreprises associées se rapportent intégralement à bpost banque.

Les quotes-parts dans le résultat des entreprises associées ont diminué respectivement de 7,0 millions EUR et de 5,9 millions EUR au second trimestre de 2014 et au premier semestre de 2014. Cette baisse s'explique principalement par les revenus financiers au second trimestre de 2013 générés par un arbitrage dans le portefeuille obligataire.

Impôt sur le résultat

Au **second trimestre** de 2014, l'impôt sur le résultat a baissé de 12,0 millions EUR. Le taux d'imposition effectif de bpost est passé de 39,8% au second trimestre de 2013 à 31,2% au second trimestre de 2014. Cette diminution s'explique principalement par le paiement de réserves immunisées de 30,3 millions EUR, ce qui a généré une charge d'impôts de 10,3 millions EUR en 2013.

Les charges de l'impôt sur le résultat ont diminué de 12,3 millions EUR pour s'établir à 97,0 millions EUR **au premier semestre de 2014**. Le taux d'imposition effectif de bpost est passé de 37,6 % au cours des 6 premiers mois de 2013 à 33,6% pour le premier semestre de 2014. En tenant compte de la normalisation en 2013 de 14,6 millions EUR correspondant au bénéfice réalisé sur la cession de certaines activités de Certipost avec un taux d'imposition effectif² de 0 %, le taux d'imposition effectif pour le mois de juin 2013 s'élève à 39,6%. Ce taux d'imposition effectif supérieur par rapport à 2014 est principalement dû au transfert de 21,3 millions EUR des réserves exonérées d'impôt au résultat distribuable et au paiement de réserves immunisées de 30,3 millions EUR. Ces opérations ont créé une charge d'impôt supplémentaire de 17,6 millions EUR.

² Certipost avait des pertes fiscales reportées pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'avait été comptabilisé.

5.2 Bilan consolidé intermédiaire

Conformément à IAS 34, le bilan au 30 juin 2014 est comparé à la situation du 31 décembre 2013.

Actifs

Immobilisations corporelles

Au premier semestre de 2014, les immobilisations corporelles ont diminué de 11,6 millions EUR, soit 2%, pour s'établir à 558,7 millions EUR au 30 juin 2014. Cette baisse est due aux amortissements et réductions de valeur de 35,5 millions EUR pour le premier semestre de 2014, aux transferts vers les actifs détenus en vue de la vente de 1,5 million EUR, partiellement compensés par des dépenses en capital de 24,5 millions EUR et aux transferts d'immeubles de placement pour 0,7 million EUR.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 3,1 millions EUR, soit 3,5%, pour s'établir à 92,1 millions EUR au 30 juin 2014, principalement en raison de la hausse du goodwill (4,9 millions EUR), relatif à l'acquisition des nouvelles filiales Gout International BV, BEurope Consultancy BV, Ecom Ltd et Starbase Global Logistics Inc.

Participations dans les sociétés associées

Les participations dans les entreprises associées ont augmenté de 64,9 millions EUR, soit 19,0%, pour s'établir à 406,2 millions EUR au 30 juin 2014, ce qui correspond à la part de la Société dans le bénéfice de bpost banque au premier semestre de 2014 pour un montant de 6,3 millions EUR, et à l'augmentation des gains non réalisés sur le portefeuille d'obligations pour un montant de 58,6 millions EUR, reflétant une diminution moyenne de la courbe du rendement sous-jacent de 44 points de base (bps). Au 30 juin 2014, les participations dans les entreprises associées ont compris des gains nets non réalisés portant sur le portefeuille obligataire d'un montant de 215,1 millions EUR, ce qui représente 53,0% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances ont diminué de 113,0 millions EUR, soit 28,2%, pour s'établir à 287,2 millions EUR au 30 juin 2014. La baisse résulte essentiellement du règlement des SIEG dus pour le dernier trimestre de 2013 et du règlement des frais terminaux par d'autres opérateurs postaux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 322,3 millions EUR, soit 71,9%, s'établissant à 770,5 millions EUR au 30 juin 2014. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie opérationnel normalisé (363,6 millions EUR), partiellement compensé par le paiement d'un dividende de 40,0 millions EUR au second trimestre.

Passifs

Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 210,7 millions EUR, soit 36,5%, pour atteindre 787,6 millions EUR au 30 juin 2014, contre 576,9 millions EUR au 31 décembre 2013. Cette augmentation s'explique principalement par le bénéfice réalisé de 192,1 millions EUR et l'ajustement à sa juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque d'un montant de 58,6 millions EUR, partiellement compensée par le paiement d'un dividende de 40,0 millions EUR.

Avantages au personnel

	Au 30 juin 2014	Au 31 décembre 2013
EN MILLIONS EUR		
Avantages postérieurs à l'emploi	(78,3)	(78,2)
Avantages à long terme	(117,8)	(116,1)
Indemnités de fin de contrat de travail	(11,2)	(15,4)
Autres avantages à long terme	(138,2)	(135,4)
Total	(345,5)	(345,1)

Les avantages au personnel ont augmenté de 0,4 million EUR, soit 0,1%, pour s'établir à 345,5 millions EUR au 30 juin 2014. Cette augmentation résulte essentiellement des points suivants :

- Le paiement d'avantages pour un montant de 22,2 millions EUR, dont 5,6 millions EUR pour les avantages liés à la retraite anticipée et au travail à temps partiel.
- Des gains actuariels opérationnels (3,8 millions EUR) résultant principalement de l'avantage « Indemnité pour accident du travail ».
- Des charges additionnelles de service (12,4 millions EUR) et d'intérêts (4,4 millions EUR).
- Des pertes financières actuarielles de 7,4 millions EUR engendrées par des changements dans les taux de ristourne.
- Une perte actuarielle de 2,3 millions EUR liée aux avantages postérieurs à l'emploi, reconnue dans les autres éléments du résultat global.

Dettes commerciales et autres dettes non courantes

Les dettes commerciales et autres dettes non courantes ont diminué de 3,8 millions EUR, soit 4,7%, pour s'établir à 75,9 millions EUR au 30 juin 2014. D'une part, les dettes commerciales non courantes ont augmenté de 2,1 millions EUR en raison de l'accord de contrepartie éventuelle lié à l'acquisition de Gout International BV et BEurope Consultancy BV. D'autre part, un montant de 5,8 millions EUR, correspondant à l'accord de contrepartie éventuelle lié à l'acquisition de Landmark et exigible dans l'année, a été transféré vers les dettes commerciales et autres dettes courantes.

Impôts sur le résultat à payer

Les impôts sur le résultat à payer ont augmenté de 94,9 millions EUR, pour atteindre 136,6 millions EUR au 30 juin 2014, ce qui s'explique essentiellement par une hausse de l'impôt sur le résultat.

Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes courantes ont diminué de 31,5 millions EUR, soit 4,3%, pour s'établir à 703,2 millions EUR au 30 juin 2014. Cette diminution, qui s'explique principalement par la baisse des dettes commerciales de 45,0 millions EUR et des dettes de sécurité sociale de

63,5 millions EUR, est partiellement compensée par le paiement anticipé par l'État belge du montant de 69,6 millions EUR pour la rémunération des SIEG. La réduction des dettes de sécurité sociale résulte essentiellement d'une différence de calendrier, les cotisations sociales pour l'année 2013 entière (congés payés, primes...) ayant été payées au premier semestre de 2014.

5.3 Flux de trésorerie consolidé intermédiaire

Au **second trimestre** de 2014, la sortie de trésorerie nette a diminué de 204,0 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier, s'établissant à 44,5 millions EUR. Le flux de trésorerie opérationnel normalisé³ au second trimestre (-4,0 millions EUR) a été de 15,2 millions EUR supérieur à celui de l'an dernier.

La rentrée de trésorerie nette au **premier semestre de 2014** s'élève à 322,2 millions EUR (30 juin 2013 : sortie de trésorerie de 79,4 millions EUR). Le flux de trésorerie opérationnel normalisé a été de 124,7 millions EUR supérieur à celui de l'an dernier, en raison d'un meilleur flux de liquidités résultant des activités d'exploitation et des activités d'investissement.

Flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation

Au **second trimestre** de 2014, le flux de trésorerie des activités d'exploitation normalisé était supérieur de 7,2 millions EUR par rapport à la même période l'année dernière. Le meilleur résultat des activités d'exploitation (10,5 millions EUR) a partiellement été compensé par une faible utilisation de liquidités pour le fonds de roulement (-3,3 millions EUR) étant donné que l'effet graduel au niveau des créances de TVA à la fin du premier trimestre était, comme prévu, inversé.

Au **premier semestre de 2014**, le flux de trésorerie des activités d'exploitation⁴ a résulté en une rentrée de trésorerie de 396,7 millions EUR, soit 229,9 millions EUR de plus que lors de la même période de l'an dernier. L'année dernière, le flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation a été influencé par un remboursement exceptionnel de la prétendue surcompensation pour les SIEG (123,1 millions EUR). Normalisé pour ce paiement, le flux de trésorerie résultant des activités d'exploitation a progressé de 106,8 millions EUR. Le flux de trésorerie résultant des activités d'exploitation avant le fonds de roulement a augmenté de 30,4 millions EUR. Le fonds de roulement a généré 76,4 millions EUR de liquidités supplémentaires. L'évolution du fonds de roulement a subi l'influence du paiement l'année dernière d'une amende en droit de la concurrence (37,4 millions EUR). Presque tous les éléments du fonds de roulement présentent une évolution positive (39,0 millions EUR).

Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé une sortie de trésorerie de 15,8 millions EUR au **second trimestre** de 2014, comparé à une sortie de 23,8 millions EUR pour la même période l'an dernier. La différence s'explique principalement par une diminution des acquisitions d'actifs corporels (2,1 millions EUR) et par une augmentation des recettes générées par la vente des immobilisations corporelles (2,1 millions EUR). En juin de l'an dernier, bpost a acheté les 20% d'actions restantes de MSI (4,0 millions EUR).

Les activités d'investissement ont dégagé une sortie de trésorerie de 33,1 millions EUR au **premier semestre de 2014**, comparée à une sortie de 51,0 millions EUR pour la même période l'an dernier. Cette différence s'explique essentiellement par une diminution des sorties de trésorerie liées aux filiales (17,5 millions EUR). L'année dernière, bpost a participé à l'augmentation de capital de bpost banque (37,5 millions EUR) et a acheté les 20 % d'actions restantes de MSI (4,0 millions EUR), mais a perçu des liquidités résultant de la cession de certaines activités de Certipost (15,1 millions EUR). Cette année, bpost a fait l'acquisition de nouvelles filiales pour un montant total de 8,7 millions EUR. L'évolution restante s'explique par une augmentation des acquisitions d'actifs corporels (1,3 million EUR), compensée par des recettes supérieures générées par la vente des immobilisations corporelles (1,7 million EUR).

Flux de trésorerie généré par les activités financières

Les flux de liquidités des activités de financement représentent une sortie de trésorerie de 40,5 millions EUR au **second trimestre** de 2014 et sont principalement liés aux dividendes payés (40,0 millions EUR). Il s'agit d'une diminution de 154,6 millions EUR par rapport à la même période

³ Pour plus de détails concernant la réconciliation des chiffres clés normalisés et rapportés, veuillez consulter la section relative à la « Réconciliation des mesures financières rapportées ou normalisées » de ce document.

⁴ En dehors de l'évolution des dépôts reçus de tiers de 0,2 million EUR

de l'an dernier. Les chiffres de 2013 avaient été affectés par la diminution de capital de 144,5 millions EUR et par le paiement d'un dividende exceptionnel de 53,5 millions EUR.

L'évolution du flux de trésorerie des activités de financement au premier semestre de 2014 s'explique principalement par les mêmes éléments, d'où les variations au second trimestre.

5.4 Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments non récurrents. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est récurrent ou non et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas auditée. Les résultats normalisés ne peuvent être comparés aux chiffres normalisés par d'autres entreprises, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

Compte de résultats

PRODUITS D'EXPLOITATION	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	Evolution	2014	2013	Evolution
En millions EUR			%			%
Total des produits d'exploitation	1.240,2	1.235,7	0,4%	613,5	603,0	1,7%
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)				
Total des produits d'exploitation normalisé	1.240,2	1.221,1	1,6%	613,5	603,0	1,7%
CHARGES D'EXPLOITATION	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	Evolution	2014	2013	Evolution
En millions EUR			%			%
Total des charges d'exploitation à l'exclusion des dépréciations /amortissements	(903,6)	(909,6)	-0,7%	(449,9)	(451,2)	-0,3%
Total des charges d'exploitation normalisé à l'exclusion des dépréciations /amortissements	(903,6)	(909,6)	-0,7%	(449,9)	(451,2)	-0,3%
EBITDA	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	Evolution	2014	2013	Evolution
En millions EUR			%			%
EBITDA	336,6	326,0	3,2%	163,6	151,8	7,8%
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)				
EBITDA normalisé	336,6	311,4	8,1%	163,6	151,8	7,8%
EBIT	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	Evolution	2014	2013	Evolution
En millions EUR			%			%
Résultat d'exploitation (EBIT)	294,4	282,4	4,3%	142,3	128,9	10,5%
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)				
Résultat d'exploitation normalisé (EBIT)	294,4	267,8	9,9%	142,3	128,9	10,5%

RESULTAT DE LA PERIODE (EAT)	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
En millions EUR						
Résultat de l'année	192,1	181,5	5,8%	93,2	82,1	13,5%
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)				
Résultat de la période normalisé	192,1	166,9	15,1%	93,2	82,1	13,5%

⁽¹⁾ En octobre 2012, l'entreprise a conclu un accord avec le groupe finlandais Basware relatif à la vente, en janvier 2013, des activités d'échange de documents électroniques de Certipost. Certipost poursuit ses autres activités (la sécurisation des documents, la certification numérique et les cartes d'identité électroniques belges). La normalisation de 14,6 millions EUR correspond à la plus-value sur la cession des activités. Cette disposition n'a pas généré de charge d'impôt, vu que Certipost a des pertes fiscales reportées pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'avait été comptabilisé.

Flux de trésorerie opérationnel

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	396,4	166,8	137,7%	11,8	(29,5)	-140,1%
Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement	(33,1)	(51,0)	-35,1%	(15,8)	(23,8)	-33,6%
Flux de trésorerie opérationnel	363,4	115,8	213,8%	(4,0)	(53,4)	-92,5%
Dépôts reçus de tiers	0,2	0,0		0,0	0,0	
Impact de la décision de la Commission Européenne ⁽²⁾	0,0	123,1	-100,0%	0,0	34,2	-100,0%
Flux de trésorerie opérationnel normalisé	363,6	238,9	52,2%	(4,0)	(19,2)	-79,3%

⁽²⁾ Le montant de 123,1 millions EUR est lié au remboursement non récurrent de la prétendue surcompensation sur une période comprise entre 2011 et 2012, pour lequel une provision a été enregistrée en 2012. Par anticipation du montant dû, l'État belge a retenu au premier trimestre de 2013 un montant de 88,9 millions EUR du solde impayé de compensation publique dû pour la période de 2012 couverte par le Quatrième Contrat de gestion. Le solde dû d'un montant de 34,2 millions EUR a été payé en juin 2013.

5.5 Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e Trimestre		
	2014	2013	EVOLUTION %	2014	2013	EVOLUTION %
Résultat net consolidé IFRS	192,1	181,5	5,8%	93,2	82,1	13,5%
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(15,2)	(32,8)	-53,7%	(8,9)	(13,5)	-34,1%
Différences dans les dotations aux amortissements et dépréciations	(4,4)	(4,1)	6,4%	(2,2)	(1,9)	10,9%
Les différences de comptabilisation des provisions	(5,3)	(6,5)	-18,3%	(2,1)	(3,8)	-43,4%
Effets de la norme IAS19	0,7	(19,2)	-103,5%	2,5	(6,9)	-135,9%
Impôts différés	4,3	10,9	-60,4%	1,3	4,8	-73,6%
Autres	(0,8)	0,9	-187,6%	0,5	(0,2)	-307,6%
Bénéfice net non consolidé selon les GAAP belges	171,5	130,7	31,2%	84,2	60,5	39,0%

Le résultat non consolidé de la Société après impôts, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé selon les normes IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon les normes IFRS, c.-à-d. :

- éliminer l'impact de la cession de certaines activités de Certipost qui a entraîné un gain en 2013 ;
- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de l'entreprise (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des impacts mentionnés ci-dessus :

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Vente des activités de Certipost			(14,6)	
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(4,6)	(2,6)	(2,8)	(1,1)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	(3,9)	(2,8)	(2,6)	(2,5)
Part des bénéfices de la banque bpost (GAAP locale)	(5,9)	(12,0)	(2,6)	(9,6)
Autres impacts de déconsolidation	(0,7)	(0,8)	(1,0)	(0,4)
Total	(15,2)	(32,8)	(8,9)	(13,5)

La seconde étape consiste à extraire les chiffres GAAP belges des chiffres IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués pour parvenir à des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des dépréciations et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de réduction de valeur du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont validées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;
- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements de dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de la Société sous la rubrique

frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation des obligations futures comptabilisé comme résultat financier ;

- L'évolution au second trimestre de l'IAS 19 s'explique principalement par l'augmentation des charges financières liées aux avantages du personnel, ce qui s'explique par la diminution des taux d'actualisation. En outre, l'évolution d'une année à l'autre s'explique aussi par les plans de prépension et d'interruption de carrière à temps partiel lancés fin 2012, dont le taux d'adhésion était plus élevé au premier trimestre de 2013 qu'au premier trimestre de cette année et dont l'impact intégral a déjà été comptabilisé selon les IFRS au quatrième trimestre de 2012.

Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.

6 Perspectives

- Les revenus devraient rester stables ou légèrement augmenter par rapport à l'an dernier.
 - Le recul du volume du Domestic Mail s'est accentué au second trimestre et pourrait dès lors enregistrer une baisse pouvant aller jusqu'à -5,5 % pour l'année entière.
 - En ce qui concerne les Domestic Parcels, nous ne nous attendons plus à dépasser la croissance de 7,1 % de 2013. Néanmoins, nous devrions parvenir à réaliser pour l'année complète une croissance supérieure à celle enregistrée au premier semestre (+5,2 %).
 - La croissance des International Parcels devrait être comparable à celle du premier semestre de l'année pour les envois à destination de l'Europe. Au second semestre, une diminution des activités liées aux expéditions vers la Chine est attendue.
- En tenant compte du phasage des initiatives visant à améliorer la productivité, la réduction des ETP pour 2014 devrait toujours atteindre le bas de la fourchette de référence de 800 à 1.200 ETP/an.
- Nous sommes convaincus de notre capacité à enregistrer des résultats opérationnels (EBITDA et EBIT) semblables à ceux de l'année dernière pour le second semestre de l'année et par conséquent, à maintenir l'avance prise au premier semestre.
- Le niveau du dividende devrait donc être supérieur à celui de l'an dernier.
- Nous n'attendons pas de sorties de trésorerie significatives exceptionnelles au cours de l'année, ce qui signifie que la génération de liquidités devrait suivre la saisonnalité normale. Les dépenses de capitalisation nettes devraient être inférieures à 90,0 millions EUR.

**Etats financiers intermédiaires condensés
non audités**

7 Compte de résultats intermédiaire consolidé

	NOTES	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
		2014	2013	2014	2013
En millions EUR					
Chiffre d'affaires	12.7	1.231,7	1.214,1	609,2	600,4
Autres produits d'exploitation	12.8	8,5	21,6	4,2	2,5
Total des produits d'exploitation		1.240,2	1.235,7	613,5	603,0
Approvisionnements et marchandises		(15,1)	(15,3)	(7,1)	(7,5)
Services et biens divers		(292,4)	(291,4)	(146,4)	(141,7)
Charges de personnel		(595,3)	(606,8)	(294,3)	(300,4)
Autres charges d'exploitation		(0,8)	3,9	(2,1)	(1,7)
Dépréciation - Amortissements		(42,2)	(43,6)	(21,2)	(22,9)
Total des charges d'exploitation		(945,8)	(953,3)	(471,1)	(474,1)
Résultat d'exploitation (EBIT)		294,4	282,4	142,3	128,9
Revenus financiers		2,1	1,2	0,9	0,4
Charges financières		(13,7)	(5,0)	(10,4)	(2,6)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		6,3	12,2	2,7	9,7
Résultat avant impôt		289,0	290,7	135,5	136,4
Impôts sur le résultat		(97,0)	(109,3)	(42,3)	(54,3)
Résultat de la période		192,1	181,5	93,2	82,1
Attribuable aux:					
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		190,7	180,2	92,2	81,2
Intérêts minoritaires		1,4	1,3	0,9	0,9

En mai 2013, l'assemblée générale des actionnaires a décidé de décomposer le nombre d'actions. Le nombre total d'actions après fractionnement s'élève à 200.000.944 (avant fractionnement, les actions étaient au nombre de 409.838). Calculé sur base de ce nouveau nombre d'actions, le résultat par action pour les six premiers mois de 2014 et 2013 s'élève à :

Résultat par action	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
En EUR				
► de base, profit du premier semestre attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,95	0,90	0,46	0,41
► dilués, profit du premier semestre attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,95	0,90	0,46	0,41

En conformité avec IAS 33, les résultats dilués par action doivent être calculés en divisant le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère (après ajustement des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives) par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation au cours de l'année majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré des actions ordinaires.

8 Etat de résultat global intermédiaire consolidé

En millions EUR	juin 2014	juin 2013
Résultat de la période	192,1	181,5
Valeur des actifs financiers disponibles à la vente par les associés	58,6	(66,1)
<i>(Perte) gain sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	88,9	(100,2)
<i>Impact taxe sur le revenu</i>	(30,3)	34,1
Valeur des résultats actuariels sur les avantages sociaux définis	(0,2)	7,4
<i>Pertes actuarielles sur les avantages sociaux définis</i>	(2,3)	10,1
<i>Impact taxe sur le revenu</i>	2,1	(2,7)
Participations sans contrôle	0,0	0,0
Autres éléments du résultat pour l'exercice, déduction faite des impôts (*)	58,3	(58,7)
Résultat total de l'exercice, déduction faite des impôts	250,4	122,7
Attribuable aux:		
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	249,0	121,4
Intérêts minoritaires	1,4	1,3

(*) les autres éléments du résultat pour l'exercice nets ne sont pas reclassés en profit ou en perte dans les périodes suivantes

L'impact des ajustements de conversion de devises n'est pas matériel.

9 Bilan intermédiaire consolidé

	Au 30 juin 2014	Au 31 déc. 2013
En millions EUR		
Actifs		
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	558,7	570,3
Immobilisations incorporelles	92,1	89,0
Participations dans des entreprises associées	406,2	341,3
Immeubles de placement	9,5	10,3
Actifs d'impôts différés	56,0	58,3
Créances commerciales et autres créances	2,3	2,2
	1.124,8	1.071,3
Actifs courants		
Actifs destinés à la vente	0,6	0,1
Stocks	9,9	9,2
Impôt sur le résultat à recevoir	0,9	0,1
Créances commerciales et autres créances	287,2	400,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	770,5	448,2
	1.069,1	857,8
Total des actifs	2.194,0	1.929,2
Capitaux propres et passifs		
Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère		
Capital souscrit	364,0	364,0
Actions propres	0,0	0,0
Réserves	231,5	111,0
Bénéfices non attribués	192,1	101,9
	787,6	576,9
Intérêts minoritaires	0,0	0,0
Total des capitaux propres	787,6	576,9
Passifs non courants		
Emprunts bancaires	75,4	75,6
Avantages au personnel	345,5	345,1
Dettes commerciales et autres dettes	75,9	79,7
Provisions	39,8	40,2
Impôts différés passifs	1,4	1,4
	538,0	542,0
Passifs courants		
Emprunts bancaires	10,3	11,3
Découverts bancaires	0,3	0,2
Provisions	18,0	22,4
Impôts sur le résultat à payer	136,6	41,7
Dettes commerciales et autres dettes	703,2	734,7
	868,4	810,3
Total des passifs	1.406,4	1.352,3
Total des capitaux propres et passifs	2.194,0	1.929,2

10 Mouvements intermédiaires consolidés des capitaux propres

En millions EUR	Attribuable aux porteurs de capitaux propres					Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital souscrit	Actions propres	Autres réserves	Résultat de l'exercice	Total		
Au 1er janvier 2013*	508,5	0,0	214,6	3,7	726,8	0,0	726,8
Résultat de la période				180,2	180,2	1,3	181,5
Autres éléments du résultat			(55,0)	(3,7)	(58,7)		(58,7)
Résultat global	0,0	0,0	(55,0)	176,4	121,4	1,3	122,7
Diminution de capital	(144,5)				(144,5)		(144,5)
Dividendes payés			(53,5)		(53,5)	(0,1)	(53,6)
Autres éléments du résultat			11,6	1,3	12,9	(1,2)	11,7
Au 30 juin 2013	364,0	0,0	117,7	181,5	663,1	0,0	663,1

* Retraité dans le cadre de IAS 19R, les autres réserves ont diminué de 10,9 millions EUR

En millions EUR	Attribuable aux porteurs de capitaux propres					Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital souscrit	Actions propres	Autres réserves	Résultat de l'exercice	Total		
Au 1er janvier 2014	364,0	0,0	111,0	101,9	576,9	0,0	576,9
Résultat de la période				190,7	190,7	1,4	192,1
Autres éléments du résultat			160,2	(101,9)	58,3		58,3
Résultat global	0,0	0,0	160,2	88,8	249,0	1,4	250,4
Dividendes payés			(40,0)		(40,0)	0,0	(40,0)
Autres éléments du résultat			0,3	1,4	1,7	(1,4)	0,3
Au 31 mars 2014	364,0	0,0	231,5	192,1	787,6	(0,0)	787,6

11 Flux de trésorerie intermédiaire consolidé

	NOTES	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
		2014	2013	2014	2013
En millions EUR					
Activités opérationnelles					
Résultat avant impôt	7	289,0	290,7	135,5	136,4
Dépréciations et amortissements		42,2	43,6	21,2	22,9
Réductions de valeur		1,1	(0,2)	1,3	0,2
Gains sur la vente d'immobilisations corporelles		(4,7)	(3,0)	(2,3)	(0,6)
Gains sur la vente des activités Certipost		0,0	(14,6)	0,0	0,0
Variation des avantages au personnel		(1,9)	(18,5)	(0,1)	(10,7)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(6,3)	(12,2)	(2,7)	(9,7)
Impôts payés sur le résultat		(3,6)	(1,1)	(1,7)	(0,2)
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles avant changement du fonds de roulement et des provisions		315,8	284,8	151,2	138,3
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances		89,0	68,3	8,0	(2,1)
Diminution / (Augmentation) des stocks		(0,3)	(0,4)	(0,1)	(0,2)
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes		(3,1)	(58,7)	(144,0)	(130,6)
Dépôts reçus de tiers		(0,2)	0,0	(0,0)	0,0
Remboursement de la surcompensation SIEG		0,0	(123,1)	0,0	(34,2)
Augmentation / (Diminution) des provisions		(4,9)	(4,1)	(3,2)	(0,8)
Flux de trésorerie net généré par les activités opérationnelles		396,4	166,8	11,8	(29,5)
Activités d'investissement					
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles		5,7	4,0	3,0	0,9
Recettes suite à la cession de filiales, sous déduction de la trésorerie disponible		0,0	15,1	0,0	0,0
Acquisition d'immobilisations corporelles		(24,5)	(21,9)	(15,7)	(15,5)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(5,6)	(6,9)	(3,2)	(5,5)
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	12.5	(8,7)	(3,7)	0,0	(3,7)
Augmentation de capital de bpost banque		0,0	(37,5)	0,0	0,0
Flux de trésorerie net généré par les activités d'investissement		(33,1)	(51,0)	(15,8)	(23,8)
Activités de financement					
Remboursement des emprunts et des dettes de contrats de location financement		(1,2)	2,9	(0,5)	2,9
Diminution du capital		0,0	(144,5)	0,0	(144,5)
Dividendes payés		(40,0)	0,0	(40,0)	0,0
Dividende exceptionnel		0,0	(53,5)	0,0	(53,5)
Dividendes payés aux intérêts minoritaires	10	0,0	(0,1)	0,0	0,0
Flux de trésorerie net généré par les activités de financement		(41,2)	(195,2)	(40,5)	(195,1)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		322,2	(79,4)	(44,5)	(248,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier		448,0	712,8		
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 30 juin		770,2	633,4		
Mouvements entre le 1er janvier et le 30 juin		322,2	(79,4)		

12 Notes aux Etats Financiers Consolidés Intermédiaires

12.1 Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost pour les six premiers mois clôturés le 30 juin 2014 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 6 août 2014.

Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, des services de livraison express, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public belge. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

12.2 Base de préparation des états financiers

Base de préparation

Ces états financiers ont été revus par un auditeur indépendant (voir état de revue limité – note 14).

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les six mois clôturés au 30 juin 2014 ont été préparés selon la norme IAS 34 – Reporting Financier Intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et doivent être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2013.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés en vue de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires sont en accord avec ceux adoptés pour la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2013, excepté en ce qui concerne l'adoption des nouvelles normes et interprétations effectives au 1er janvier 2014.

Les nouvelles normes et amendements repris ci-dessous, entrés en vigueur au 1er janvier 2014, n'ont aucun impact sur la présentation, la performance ou la position financière de bpost :

- **IFRS 10** – Etats financiers consolidés
- **IFRS 11** – Partenariats
- **IFRS 12** - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- **IFRS 10-11 & 12** – Dispositions transitoires
- **IFRS 10, IFRS 12 & IAS 27** –Amendement- Entités d'investissements
- **IAS 27 – Amendement à IAS 27** – Etats financiers individuels

- **IAS 28 – Amendement à IAS 28** – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- **IAS 32 – Instruments financiers** – Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers
- **IAS 39 – Instruments financiers** – Comptabilisation et évaluation – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture
- **IAS 36 – Amendement à IAS 36** – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers

Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliquées par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, qui ne sont pas encore obligatoires, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires :

Norme ou interprétation	Date effective de publication
IFRS 9 – Instruments financiers – Classification et évaluation	Date postposée et non encore déterminée
IFRS 14 - Comptes de report réglementaires (*)	1 janvier 2016
IFRS 15 – Produits provenant de contrats avec les clients (*)	1 janvier 2017
IAS 19 – Avantages au personnel – Régimes à prestations définies-Contributions des membres du personnel (*)	1 juillet 2014
IAS 16 - IAS 38 – Amendements – Clarification des méthodes de dépréciations et amortissements acceptables (*)	1 janvier 2016
IAS 16 - IAS 41 –Amendements - Agriculture (*)	1 janvier 2016
IFRS 11- Amendement – Comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans les opérations de partenariat (*)	1 janvier 2016
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012 (*)	1 juillet 2014
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2011-2013 (*)	1 juillet 2014

(*) Non encore adoptée par l'Union Européenne à la date de ce rapport

L'interprétation **IFRIC 21** a été adoptée par l'Union Européenne en juin 2014 et sera effective à partir du 1^{er} janvier 2015, avec une application rétroactive volontaire à partir du 1^{er} janvier 2014. L'application de l'IFRIC 21 aura un effet principalement sur la saisonnalité des résultats de bpost banque. bpost a décidé de ne pas refléter l'IFRIC 21 dans les états financiers consolidés intermédiaires du 30 juin 2014.

Normes et interprétations appliquées par bpost

Au 30 juin 2014, les principes comptables de bpost sont en adéquation avec les Normes IAS/IFRS et les Interprétations SIC/IFRIC listées ci-dessous:

Normes Internationales d'Informations Financières (IFRS)

- **IFRS 2** – Paiement fondé sur des actions
- **IFRS 3** – Regroupements d'entreprises (publié en 2004) pour les acquisitions intervenues avant le 1^{er} janvier 2010

- **IFRS 3** – Regroupements d'entreprises (révisé en 2008)
- **IFRS 5** – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées
- **IFRS 7** – Instruments financiers: publications
- **IFRS 8** – Secteurs opérationnels
- **IFRS 10** – Etats financiers consolidés
- **IFRS 11** – Partenariats
- **IFRS 12** – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- **IFRS 10 -11 & 12** – Dispositions transitoires
- **IFRS 13** – Evaluation de la juste valeur

Normes Comptables Internationales (IAS)

- **IAS 1** – Présentation des états financiers
- **IAS 2** – Stocks
- **IAS 7** – Tableaux des flux de trésorerie
- **IAS 8** – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs
- **IAS 10** – Evénements postérieurs à la date de clôture
- **IAS 12** – Impôts sur le résultat
- **IAS 16** – Immobilisation corporelles
- **IAS 17** – Contrats de location
- **IAS 18** – Produits des activités ordinaires
- **IAS 19** – Avantages du personnel
- **IAS 21** – Effets des variations des cours des monnaies étrangères
- **IAS 23** – Coûts d'emprunt
- **IAS 24** – Informations relatives aux parties liées
- **IAS 27** – Etats financiers consolidés et individuels (révisé en 2008 et 2011)
- **IAS 28** – Participations dans les entreprises associées et coentreprises (révision 2011)
- **IAS 32** – Instruments financiers: Présentation
- **IAS 33** – Résultat par action
- **IAS 34** – Information financière intermédiaire
- **IAS 36** – Dépréciations d'actifs
- **IAS 37** – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels
- **IAS 38** – Immobilisations incorporelles
- **IAS 39** – Instruments financiers: reconnaissance et évaluation
- **IAS 40** – Immeubles de placement

Interprétations SIC / IFRIC

- **IFRIC 1** – Variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et similaires
- **IFRIC 4** – Déterminer si un accord contient un contrat de location
- **IFRIC 10** – Information financière intermédiaire et réductions de valeur (dépréciation)
- **SIC 12** – Consolidation – Entités ad hoc (effectif jusqu'au 31 décembre 2013)

Les autres normes actuellement adoptées par l'Union Européenne et en vigueur pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires 2014 ne sont pas applicables dans le cadre de bpost.

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais d'application non encore effective.

12.3 Saisonnalité des activités

Selon le Cinquième Contrat de Gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces services comprennent, entre autres, les opérations du réseau Retail, la distribution de journaux et de périodiques, la distribution de tracts électoraux, l'acceptation des dépôts de trésorerie dans les bureaux de poste, et la livraison à domicile de pensions d'Etat et d'allocations sociales. bpost est rémunérée pour la prestation de ces services sur base de la méthode du Coût Net Evité (« NAC »).

La compensation pour les SIEG est répartie d'égale façon sur les 4 trimestres. Pendant l'année, la compensation est calculée selon la méthodologie du Coût Net Evité pour assurer une rémunération en ligne avec les montants comptabilisés. Cette méthodologie prévoit que la compensation doit se baser sur les différences entre le coût net du fournisseur de l'activité avec le SIEG et le coût ou

bénéfice net du même fournisseur sans le SIEG. La compensation obtenue pour fournir les SIEG est sujette à un plafond, qui sera ajusté selon que l'index des prix à la consommation belge excède 2,2% dans une année donnée.

12.4 Résumé des principales normes comptables

Les normes et méthodes comptables de bpost sont consistantes avec celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013.

12.5 Regroupements d'entreprises

En juin 2014, un ajustement de prix de 0,4 million EUR sur l'acquisition de l'ensemble des actions de Gout International BV et BEurope Consultancy BV a été calculé sur base des chiffres finaux de 2013 et a été reconnu comme dette. Le paiement de cet ajustement est prévu au troisième trimestre 2014.

VALEUR COMPTABLE DANS L'ENTITE ACQUISE	En millions EUR
Actifs courants	1,5
Actifs non-courants	0,4
Passifs courants	0,7
Passifs non-courants	0,0
Actifs nets	1,2
Juste valeur des actifs acquis soit 100% actifs nets	1,2
Ecart d'acquisition positif	4,3
Contrepartie d'achat transférée	5,5
dont:	
- Montant payé	3,0
- Contrepartie conditionnelle	2,5

Analyse des flux de trésorerie sur l'acquisition	En millions EUR
Trésorerie acquise de la filiale	0,3
Montant payé	(3,0)
Sortie nette de trésorerie	(2,7)

12.6 Information sectorielle

Le tableau ci-dessous présente les informations sur les revenus de bpost par secteur opérationnel:

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
MRS	995,4	1.022,7	495,6	502,7
P&I	226,7	195,5	111,6	97,2
Total produits d'exploitation pour les secteurs opérationnels	1.222,1	1.218,2	607,2	599,9
Corporate (catégorie de réconciliation)	18,1	17,4	6,3	3,1
Total produits d'exploitation	1.240,2	1.235,7	613,5	603,0

Les revenus attribuables au secteur opérationnel MRS ont diminué de 7,1 millions EUR comparé au second trimestre de 2013, pour atteindre 495,6 millions EUR, principalement suite :

- au déclin sous-jacent des volumes de Domestic Mail de 5,1%,
- aux plus faibles revenus dans les produits de philatélie, réseau et banque et financiers,
- Partiellement compensés par des augmentations de prix du Domestic Mail, l'impact des élections et l'augmentation des revenus de Value-added services (impression digitale de magazines, services liés à ELP et activités SEPA entre autres).

L'augmentation des revenus de P&I dans le second trimestre s'élève à 14,4 millions EUR et est principalement attribuable au portefeuille de produits Parcels, qui a augmenté de 11,1 millions EUR, grâce :

- au rachat de Gout International BV, BEurope Consultancy BV, Ecom Global Distribution Ltd et Starbase Global Logistics Inc (impact de 2,0 millions sur le portefeuille de produits Parcels et 2,4 millions EUR sur le total des produits d'exploitation),
- à la performance des International Parcels, supportée par la croissance solide aux Etats-Unis et la bonne croissance des paquets en lien avec la Chine,
- la balance étant expliquée par la croissance des Domestic Parcels, suite à l'évolution du e-commerce.

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels. Il n'y a pas de produit d'exploitation interne.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le Contrat de gestion (voir note 12.7), aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du résultat d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Belgique	1.086,1	1.127,9	537,3	548,7
Reste du Monde	154,1	107,7	76,2	54,3
Total produits d'exploitation	1.240,2	1.235,7	613,5	603,0

Les tableaux suivants présentent l'EBIT et l'EAT des secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés les 30 juin 2013 et 2014:

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
MRS	281,5	278,7	139,2	132,8
P&I	21,7	11,1	10,6	6,8
EBIT des secteurs opérationnels	303,2	289,7	149,8	139,7
Corporate (catégorie de réconciliation)	(8,9)	(7,4)	(7,5)	(10,8)
EBIT	294,4	282,4	142,3	128,9

Au second trimestre de 2014, l'EBIT du secteur opérationnel MRS a augmenté de 6,4 millions EUR. La baisse de volumes pouvait être plus que compensée par des augmentations de prix combinées avec des améliorations de la productivité et des réductions de coûts.

L'EBIT attribuable au secteur opérationnel P&I a augmenté de 3,8 millions EUR, pour atteindre 10,6 millions au second trimestre de 2014. La diminution des revenus relatifs aux accords favorables avec les opérateurs postaux étrangers sur les frais terminaux (3,2 millions EUR) a été plus que contrebalancée par une augmentation des marges combinée avec une meilleure performance des filiales de P&I.

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
MRS	281,5	278,7	139,2	132,8
P&I	21,7	11,1	10,6	6,8
EAT des secteurs opérationnels	303,2	289,7	149,8	139,7
Corporate (Reconciling category)	(111,2)	(108,3)	(56,6)	(57,6)
EAT	192,1	181,5	93,2	82,1

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ». Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Produits d'exploitation	18,1	17,4	6,3	3,1

Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO, ...)	(29,5)	(33,0)	(15,0)	(15,6)
Autres éléments de réconciliation	2,5	8,2	1,2	1,7
Charges d'exploitation	(26,9)	(24,8)	(13,8)	(13,9)
EBIT Corporate (catégorie de réconciliation)	(8,9)	(7,4)	(7,5)	(10,8)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	6,3	12,2	2,7	9,7
Résultats financiers	(11,6)	(3,8)	(9,5)	(2,2)
Impôts sur le résultat	(97,0)	(109,3)	(42,3)	(54,3)
EAT Corporate (catégorie de réconciliation)	(111,2)	(108,3)	(56,6)	(57,6)

Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation « Corporate » a augmenté de 3,3 millions EUR, passant d'un négatif de 10,8 millions EUR au second trimestre de 2013, à un négatif de 7,5 millions EUR. Cette amélioration est principalement due à des ventes de bâtiments plus élevées (1,7 million EUR), de plus hauts « revenue recognitions » (0,6 million EUR) et des réductions de coûts dans les départements centraux (0,6 million EUR).

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

12.7 Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	1.079,5	1.062,2	533,2	524,5
Rémunération SIEG	152,2	151,9	76,1	75,9
Total	1.231,7	1.214,1	609,2	600,4

12.8 Autres produits d'exploitation

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	4,7	3,0	2,3	0,6
Produit de cessions d'activité		14,6	0,0	0,1
Revenus locatifs découlant des immeubles de placement	0,6	0,5	0,5	0,2
Autres revenus locatifs	1,0	1,0	0,4	0,6
Revenus de tiers	1,2	1,5	0,8	0,7
Autres	1,0	0,9	0,4	0,3
Total	8,5	21,6	4,2	2,5

La vente de l'activité d'échange de documents électroniques de Certipost au groupe finlandais Basware a généré une entrée de liquidités de 15,1 millions EUR et un gain de 14,6 millions EUR au premier trimestre 2013.

Les produits de cession d'immobilisations corporelles relèvent essentiellement de la vente d'immeubles.

12.9 Actifs et passifs éventuels

Au 30 juin 2014, bpost employait 5.178 agents auxiliaires. En 2013, 45 agents ont entamé des procédures contre la Société devant les tribunaux du travail de Bruxelles et Charleroi, réclamant un salaire et des avantages équivalents à ceux des contractuels barémiques effectuant le même travail, principalement en vertu des provisions pour non-discrimination décrites dans les articles 10 et 11 de la Constitution belge. Toutes les plaintes et allégations sont contestées par bpost.

Cependant, si les tribunaux devaient trouver ce principe applicable et bpost devait l'avoir violé, les tribunaux du travail pourraient imposer à bpost d'augmenter les avantages des agents auxiliaires au niveau de ceux des contractuels barémiques et il n'est pas improbable que d'autres employés introduisent une plainte similaire.

12.10 Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.

13 Déclaration des représentants légaux

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publié conformément aux articles 13 et 14 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Koen Van Gerven, administrateur délégué et Pierre Winand, Chief Financial Officer.

